

Fiche

Au terme de quatre années de guerre, les Alliés ont remporté la victoire. Il s'agit maintenant, selon le mot de Clemenceau, de « gagner la paix », c'est-à-dire d'essayer d'empêcher tout nouveau conflit européen en établissant une coopération internationale, mais aussi d'obtenir une paix avantageuse pour la France, notamment en affaiblissant l'Allemagne. Quelles sont les principales étapes du règlement de ce conflit ?

I. Une paix difficile à construire

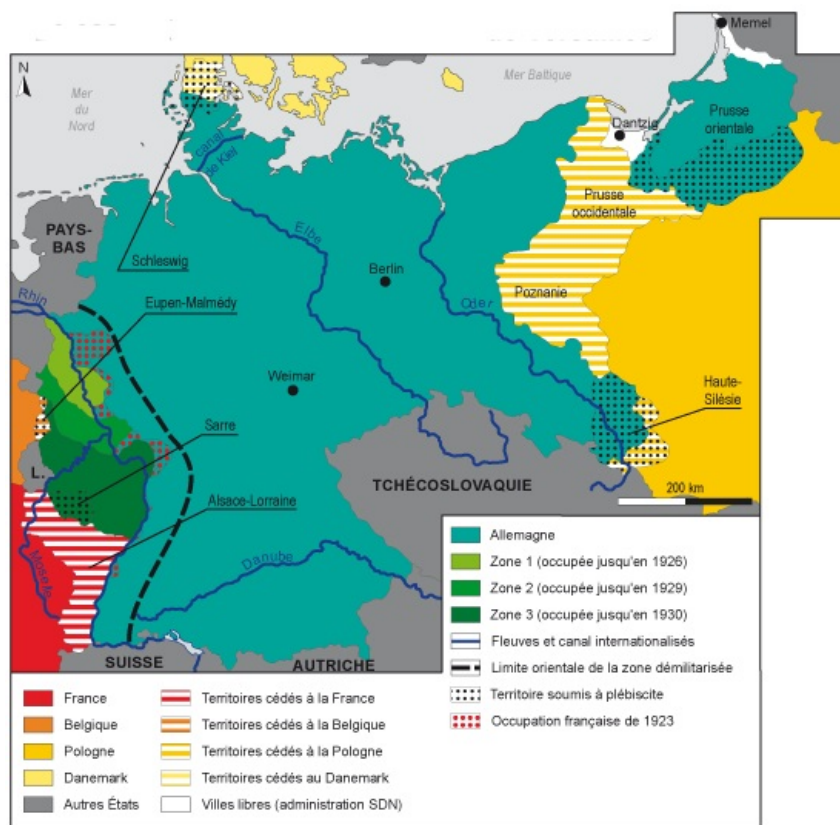
1. La conférence de Paris

- La conférence de Paris s'ouvre en **janvier 1919** avec pour mission l'élaboration des traités de paix. 27 États sont représentés : **les pays vaincus ainsi que la Russie bolchevique n'ont pas été invités**. En fait, les débats sont dirigés par le **Conseil des Quatre** : les États-Unis (le président Thomas Woodrow Wilson) ; la France (le président du Conseil Georges Clemenceau) ; le Royaume-Uni (le ministre David Lloyd George) et l'Italie (le président du Conseil Vittorio Emanuele Orlando).
- Les débats ont pour base les « **quatorze points** » présentés par Wilson au Congrès américain, qui reposent sur le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** et la fondation d'une société capable de maintenir la paix.
- Les Français, qui ont subi d'importantes destructions sur leur sol, entendent affaiblir l'Allemagne et exigent de lourdes **réparations** financières, les Britanniques souhaitent contenir l'influence de la Russie en Europe et ne pas trop handicaper l'Allemagne. Les divergences et les tensions sont importantes.

2. Le traité de Versailles

- Le 28 juin 1919, le **traité de Versailles** règle le sort de l'Allemagne. L'article 231 du traité affirme sa responsabilité dans la guerre. Elle est donc **traitée en coupable**. Elle perd 10 % de son territoire : elle restitue l'Alsace-Lorraine à la France, la Posnanie et la Prusse-Occidentale à la Pologne, Eupen et Malmédy à la Belgique, le Schleswig au Danemark. Le corridor de Dantzig, qui traverse l'Allemagne, devient polonais. L'Allemagne perd au total 67 000 km² et près de 7 millions d'habitants.

Le cas de l'Allemagne et du traité de Versailles



- Son **armée est limitée** à 100 000 hommes : elle ne peut posséder ni aviation ni forces blindées. La Rhénanie est démilitarisée. Les **colonies allemandes** (en Afrique, dans le Pacifique et en Chine) sont confiées aux principales puissances, qui doivent les conduire vers l'indépendance. Enfin, l'Allemagne subit des **sanctions économiques** : elle doit verser des réparations considérables (132 milliards de marks or) aux vainqueurs et livrer à la France le charbon de la Sarre pendant quinze ans.

3. Les autres traités

- Appliquer le droit des nationalités en Europe centrale se révèle une mission quasi impossible. Plusieurs traités tentent de régler la situation : les **traités de Saint-Germain-en-Laye, de Trianon et de Sèvres**, de septembre 1919 à août 1920, **démantèlent les Empires ottoman et austro-hongrois**. C'est la **fin des grands empires multinationaux**, la fin de l'ordre établi en 1815 à la défaite de Napoléon. L'Autriche est réduite à 85 000 km² et la Hongrie perd les deux tiers de sa superficie.
- La **Pologne**, qui était rayée de la carte depuis le **xviii^e** siècle, redevient un État indépendant. Sur les ruines des empires multinationaux naissent une **Tchécoslovaquie** et une **Yougoslavie** indépendantes, qui adoptent des régimes démocratiques : la Constitution tchécoslovaque, par exemple, est calquée sur la Constitution française de 1875.

II. Une paix fragile

1. Les rancœurs et les frustrations nationales

- La paix divise très tôt les Européens : l'Allemagne est contrainte de signer le traité de Versailles, qu'elle considère comme un **diktat**, une paix injuste imposée, « dictée » par l'égoïsme des vainqueurs. Elle ne paie que très lentement ses réparations de guerre. Face aux Allemands humiliés, les Français restent inflexibles. Les Italiens irrédentistes sont également insatisfaits : ils ont combattu, mais ne reçoivent pas les terres de langue italienne promises par leurs Alliés.
- Dans ces pays mécontents, la démocratie est remise en question, à gauche par des révolutionnaires (qui suivent l'exemple de la Russie, dont la révolution bolchevique suscite des émules), à droite par des ligues nationalistes (qui réclament un régime autoritaire et contestent les traités de paix). Entre 1918 et 1921, plusieurs **soulèvements communistes** éclatent ainsi à travers l'Europe, notamment en Allemagne (les spartakistes) et en Hongrie ; ils sont durement réprimés.

2. L'espoir de la Société des Nations

- Le traité de Versailles met en place la **Société des Nations (SDN)**. Cet organisme a pour objectif de régler pacifiquement les conflits, par la négociation, et de conduire le monde vers un désarmement général. La Société des Nations, dont le siège est à Genève, est dotée d'un conseil composé de cinq délégués permanents (la France, le Royaume-Uni, l'Italie, les États-Unis et le Japon).
- L'organisation ne parvient pas à élaborer un système rigoureux de sanctions contre les États qui enfreignent la loi internationale. De plus, elle est affaiblie, dès sa création, par l'absence des États-Unis : le Congrès américain a en effet refusé, en 1920, de ratifier les traités et d'entrer ainsi dans la SDN. La politique américaine est encore profondément **isolationniste**.
- L'idéal de la sécurité collective montre vite ses limites et les traités de paix contiennent en germe les conflits futurs. À cet égard, on peut dire, comme l'a fait le maréchal Foch, le 20 février 1920, que les signataires du traité de Versailles « ont mis un an à perdre la paix ».